

## Québec - Mécanismes de surveillance et de reddition de compte du système de justice pénale

### **Le 17 septembre 2018 - Chef Terry Armstrong et Mike Mitatwabin**

Avec un effectif total de plus de 160 employés desservant 35 communautés des Premières Nations, le service de police de la nation Nishnawbe-Aski (SPNNA) est le plus important service de police autochtone autonome au Canada et le deuxième en Amérique du Nord. Sur le plan géographique, le territoire couvert par les politiques du SPNNA couvre près des deux tiers de la province de l'Ontario, de Thunder Bay à la baie d'Hudson, et du Manitoba au Québec. La majorité des Premières Nations desservies par le SPNNA sont accessibles par avion uniquement.

**Mike Metatawabin** est président du conseil d'administration du SPNNA, poste qu'il a également occupé de 2000 à 2009 puis de nouveau en 2015. De 2009 à 2012, le président Metatawabin a été membre d'office du conseil d'administration du SPNNA alors qu'il était le grand chef adjoint de la Nation Nishnawbe Aski.

Le chef **Terry Armstrong** est devenu chef du Service de police de la nation Nishnawbe-Aski en 2013. Le chef Armstrong a débuté sa carrière de policier à titre d'agent de police des Premières Nations à Pikangikum en 1984, et il a travaillé dans presque tous les domaines du maintien de l'ordre, y compris de nombreuses années au sein de la Police du Nord-Ouest. Le chef Armstrong a été chef adjoint du Service de police du Traité no 3, chef de police par intérim du Service de police du Lac Seul et chef de détachement de la Police provinciale de l'Ontario - détachement de Sioux Lookout.

Le chef Armstrong et le président Metatawabin fourniront de l'information probante sur les défis auxquels le service de police a été confronté depuis sa création, ainsi que sur des changements récents qui constituent ni plus ni moins qu'une réforme sans précédent des services de police autochtones. Parmi les changements qui seront discutés, notons l'inclusion, dans le cadre du projet de loi 175 intitulé Safer Ontario Act devant entrer en vigueur en janvier 2019, d'un choix législatif permettant l'établissement de services de police autochtones en Ontario ainsi que la conclusion, en mai 2018, d'une entente de financement tripartite qui augmentera considérablement les ressources du SPNNA. Les discussions seront centrées sur les répercussions en matière de politique publique et sur le plan opérationnel de la nouvelle loi et de l'entente tripartite entre le SPNNA et d'autres services de police autochtones.

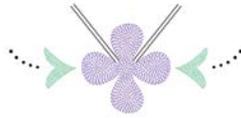
### **Le 18 septembre 2018 - Jacqueline Hansen & Connie Greyeyes**

**Jacqueline Hansen** est responsable de la campagne d'Amnistie internationale Canada pour les droits des femmes, basée à Ottawa. Elle couvre les droits des femmes, les droits des personnes LGBTI et les campagnes en faveur de l'égalité des sexes de l'organisme. Son travail est actuellement axé sur le respect, la protection et le plein exercice des droits des femmes et des défenseurs des droits des personnes LGBTI, sur les répercussions du développement énergétique au Canada sur les femmes autochtones, les personnes transgenres et les personnes non binaires, sur la violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes bispirituelles autochtones et, plus généralement, sur les efforts visant à mettre un terme à la violence fondée sur le genre au Canada. Ses travaux précédents ont porté sur les droits des personnes transgenres au Canada, sur l'élimination de la torture et sur la promotion des droits sexuels et reproductifs. Avant de

*Our Women and Girls are Sacred / Nos femmes et nos filles sont sacrées*



National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls  
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées



travailler pour Amnesty internationale, elle a fait campagne pendant plus d'une décennie pour éliminer les armes activées par les victimes en collaborant avec la Campagne internationale pour interdire les mines, lauréate du prix Nobel de la paix et dans le cadre de l'initiative d'étude et de surveillance de l'Observatoire des mines terrestres et des munitions à fragmentation.

**Connie Greyeyes** est née et a grandi à Fort St. John, une collectivité membre des Premières nations signataires du Traité 8 de la nation crie de Bigstone. Onzième enfant de Joseph et Veronica Greyeyes, Connie a été élevée au sein d'une famille où la devise était : si vous pouvez aider, vous devez aider. Elle travaille sans relâche pour améliorer la vie des peuples autochtones de sa communauté de diverses façons, notamment par : son travail au Centre de ressources pour les femmes, son rôle de représentante de l'école de ses enfants au Comité consultatif de parents, celui de coordonnatrice du programme Aboriginal Success by 6, son implication auprès de la Spirit of the Peace Powwow Society et, bien sûr, sa contribution à la section de Fort St. John des Sœurs par l'esprit. Connie et son ami Dave Terry ont organisé la première vigile des Sœurs par l'esprit à la mémoire des femmes autochtones disparues et assassinées à Fort St. John (C.-B.) en 2008 dans le but de sensibiliser la population à la tragédie des femmes autochtones disparues et assassinées dans la région de Peace et partout au Canada. Depuis, une équipe de Fort St. John représente la région de Peace à la Vigile nationale à Ottawa depuis plusieurs années. Ce groupe a porté à l'attention de tout le pays l'enjeu de la violence systémique et des disparitions et assassinats récurrents de femmes autochtones dans la région de Peace et partout au Canada. Voici des liens utiles - <https://www.eiseverywhere.com/ehome/agm2015/287315/>; <https://www.alaskahighwaynews.ca/fort-st-john/connie-greyeyes-woman-behind-amnesty-s-missing-women-study-refuses-to-forget-1.1940473>; <https://www.alaskahighwaynews.ca/fort-st-john/connie-greyeyes-woman-behind-amnesty-s-missing-women-study-refuses-to-forget-1.1940473>; <https://www.sierraclub.org/sierra/2017-5-september-october/feature/first-nations-women-canada-are-suffering-epidemic-violence>

**19 septembre 2018 - à confirmer**

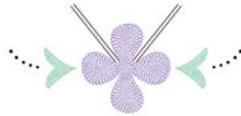
**20 septembre 2018 - Professeure Renée Brassard et 2e témoin à confirmer**

La professeure **Renée Brassard** est directrice de l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval. Ses domaines de recherche comprennent l'exclusion sociale, la justice et les peuples autochtones, l'incarcération, le travail social et la criminologie. Elle effectue régulièrement des recherches pour le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes et pour le Centre international de criminologie comparée. Certains de ses projets de recherche actuels portent sur la violence familiale dans un contexte autochtone, les profils des délinquants autochtones au sein des services correctionnels, l'incarcération des peuples autochtones et le risque de récidive au Canada. Une grande partie de son travail porte sur l'expérience des Autochtones au sein du système de

*Our Women and Girls are Sacred / Nos femmes et nos filles sont sacrées*



National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls  
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées



justice pénale et sur leur expérience de la violence conjugale et de la violence familiale. Voici des liens vers de l'information additionnelle :

<https://www.fss.ulaval.ca/notre-faculte/repertoire-du-personnel/renee-brassard>

Présentation Powerpoint : À l'écoute des peuples autochtones : le cas de la violence conjugale et familiale au Québec :

[http://www.rpsbeh.com/uploads/4/5/8/0/45803375/renée\\_brassard.pdf](http://www.rpsbeh.com/uploads/4/5/8/0/45803375/renée_brassard.pdf)

Article sur l'incarcération des femmes autochtones : <https://www.erudit.org/fr/revues/crimino/2002-v35-n2-crimino680/008291ar.pdf>.

### **21 septembre 2018 - Ellen Gabriel**

Mme Ellen Gabriel est une militante des droits de la personne, éducatrice et artiste de la nation Kanehsatà:ke. Sa lutte en faveur des droits des peuples autochtones vise principalement la langue, le savoir et la culture traditionnels, l'équité entre les sexes et la gouvernance autochtone. Elle a fait de nombreuses présentations publiques sur les droits et l'histoire des Autochtones, y compris des présentations devant des comités parlementaires et l'Assemblée nationale sur les modifications législatives touchant les droits des peuples autochtones au Canada. Active sur la scène internationale, elle a notamment participé aux travaux de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, aux négociations sur le Protocole de Nagoya de la Convention sur la diversité biologique et, plus récemment, au Mécanisme d'Experts sur les droits des peuples autochtones de l'ONU. Mme Gabriel a été choisie par le Peuple de la maison longue et par sa communauté de Kanehsatà:ke pour être leur porte-parole pendant la crise d' « Oka » de 1990 ; pour protéger la « Pinède » de l'agrandissement d'un terrain de golf de neuf trous à « Oka ». Elle a également travaillé dans le domaine de l'éducation à l'école d'immersion mohawk de Kanehsatà:ke. Elle est membre du conseil d'administration de Kontinón:sta'ts - Mohawk Language Custodians and First Peoples Human Rights Coalition. En 2004, Ellen Gabriel a été élue présidente de l'Association des femmes autochtones du Québec, poste qu'elle a occupé pendant six ans, soit jusqu'en décembre 2010. Mme Gabriel est récipiendaire du prix Golden Eagle de l'Association des femmes autochtones du Canada, du prix de la Journée internationale de la femme de l'Association du Barreau du Québec, ainsi que du « Jigonsaseh Women of Peace Award » de l'Initiative des femmes autochtones pour son engagement à titre de militante des droits des femmes autochtones.